



Communiqué de Presse

Fin de vie : le Grand Orient de France appelle le Premier ministre à ne pas renoncer aux engagements de la précédente législature !

Paris, le 3 février 2025

Dans une récente déclaration, le Premier ministre a manifesté son souhait sur le sujet difficile de la fin de vie de dissocier la question des soins palliatifs de l'aide active à mourir.

Le Grand Orient de France s'inquiète de cette éventuelle disposition qui constitue un recul évident par rapport au texte qui avait été présenté lors de la précédente législature, et qui faisait l'objet d'un large consensus.

Pour des raisons à la fois scientifiques, sociétales mais aussi démocratiques, notre obédience appelle le Chef du Gouvernement à revoir sa position.

Sur un plan scientifique, toutes les études et toutes les comparaisons internationales démontrent qu'il existe un continuum entre soins palliatifs d'un côté, et aide active à mourir de l'autre. Cette complémentarité est documentée ; elle doit évidemment s'accompagner d'un renforcement très soutenu des moyens palliatifs sur tout le territoire comme d'un respect de la conscience des soignants, minoritaires, qui refuseront de participer au processus de l'aide à mourir .

Sociétalement, la dissociation des deux textes a ceci de significatif qu'elle tend à mettre en doute le principe que le GODF entend défendre car conforme à sa philosophie humaniste et progressiste : celui de l'autonomie de l'individu et de sa capacité à décider *in fine* de son sort , dès lors que sa dignité en dépend.

Enfin politiquement et démocratiquement, il convient de rappeler que la convention citoyenne sur la fin de vie s'est prononcée pour le droit à cette ultime liberté, que celle-ci est non seulement l'expression d'une demande des familles et des patients, mais aussi comme le démontre la plupart des études d'opinion d'une très large majorité de nos compatriotes. Ce droit qui n'enlève rien à ceux qui ne voudraient pas en user ne peut en aucun cas être distingué de toutes les politiques qui réduisent la souffrance au nom de l'humanité, de l'intégrité physique et du respect de la personne. Cette exigence citoyenne doit être éminemment respectée .

Fort de tous ces constats, le Godf appelle solennellement le Premier ministre à permettre de rétablir en l'état le texte proposé lors de la XVI^{ème} législature et d'assurer sa présentation devant le parlement dans les prochaines semaines.

Nicolas PENIN

Grand Maître du Grand Orient de France